

THEME 2- ANALYSER LES DYNAMIQUES DES PUISSANCES INTERNATIONALES

ACTIVITE 6 : Faut-il avoir peur des instituts Confucius, outils du soft power chinois ?



Compétences travaillées :

Savoir utiliser le concept de soft power
Prélever des arguments dans des documents
S'exprimer à l'oral dans un débat

Consignes :

Etape 1 : Lisez le dossier du manuel Hachette p. 135 ainsi que l'article *des Echos* ci-dessous

En même temps, préparez-vous pour le débat en relevant les arguments en faveur ou en défaveur des instituts Confucius (les deux « camps » sont déterminés avant la préparation).

Etape 2 : 4 personnes sont tirées au sort (2 pour et 2 contre) pour débattre en direct devant la classe.

Pendant le débat, les participants ne pourront pas avoir les documents et sur la feuille autorisée, chaque argument noté ne doit pas comporter plus de 5 mots et rien ne doit être rédigé.

« Soft power à la chinoise »

Les Echos, Enquête oubliée le mardi 10 septembre 2019 1657 mots, p. 13

Fortement contesté à Hong Kong, le pouvoir central de Xi Jinping étend son influence culturelle avec l'ouverture de centres Confucius un peu partout dans le monde, et notamment en France. Ils diffusent l'image d'un pays stable, pacifique et civilisateur, une image qui fait nécessairement polémique.

Il aura fallu du temps pour que la discussion menée sous l'oeil vigilant de Pékin aboutisse. Mais François Bayrou peut se réjouir. A la rentrée, un institut Confucius va enfin ouvrir à Pau, son fief, en partenariat avec l'université de Xi'an. Dès octobre, les Palois pourront y suivre des cours de mandarin et s'initier à la culture chinoise. « *Aujourd'hui, la compréhension mutuelle entre les peuples français et chinois est essentielle pour l'avenir* », fait-il valoir. Le bras de fer qui oppose Pékin et le mouvement pro-démocratie à Hong Kong ne gêne-t-il pas la fête ? François Bayrou botte en touche : « *Je ne confonds pas les peuples et les régimes.* » « *L'idée que ces instituts alimentent des services de renseignement, c'est assez largement des fantasmes ! Pour ma part, je ne crois absolument pas qu'il s'agisse d'un cheval de Troie de la Chine* », ajoute l'ancien ministre de l'Education pour fermer la porte à toute polémique.

Lancé en 2004, le programme « Confucius » a connu un développement fulgurant. En quinze ans, 548 instituts ont ouvert dans 154 pays représentant 2,7 millions d'inscrits officiels. Un déploiement bien plus massif que celui des Alliances Françaises, British Council et autres Goethe Institute. « *La Chine s'est inscrite dans une approche 'grand bond en avant'*, observe Joël Bellassen, président des Associations française et européenne des professeurs de chinois. *L'objectif n'était pas de créer un label de qualité, mais d'implanter le plus de centres possible.* » Et ainsi, de mailler la planète. Les premiers instituts Confucius ont ouvert en Asie centrale et dans le Pacifique. « *Le programme a aussi été adossé au projet planétaire de développement des 'nouvelles routes de la soie'* », note la géopolitologue Nashidil Rouiaï, spécialiste des stratégies d'influence de l'empire du Milieu.

Pilotés en direct par le gouvernement de Pékin, au travers du Hanban, l'organisme de diffusion internationale de la langue chinoise, ils suscitent des interrogations et des inquiétudes autour des intentions de la Chine. « Centres de propagande », « Nids d'espions ! » accusent ceux qui pointent volontiers le contrôle du réseau par Pékin. Paranoïa ! rétorquent ceux qui voient dans ces établissements un outil classique de diplomatie culturelle. C'est le cas de Nashidil Rouiaï. « *Ces instituts sont la manifestation la plus apparente du soft power chinois, estime-t-elle. Ils diffusent l'image d'un pays stable, pacifique et civilisateur, d'une Chine millénaire, et s'inscrivent dans la volonté de rayonnement mondial du pays.* »

Une vingtaine d'instituts en France

En France, on compte une vingtaine d'instituts. Au-delà de celui de Pau, deux autres ont été inaugurés cette année, l'un au sein de l'ESCP Europe, l'autre à Orléans. Tout est fait pour attirer des adhérents. Ainsi, l'institut de l'université Paris-Diderot, créé avec l'université de Wuhan, est ouvert à tous les adultes, sans aucune condition. « *Nous accueillons 500 'stagiaires' répartis dans quarante classes. Le plus âgé a 75 ans* », indique Jing Cheng, la directrice chinoise, qui constate une hausse de 10 % de la demande depuis cinq ans. A Pau, des cours seront proposés dès l'âge de 6 ans.

Les tarifs affichés sont très bas : 3,34 euros de l'heure à Pau, 5 euros à Angers pour le grand public et même la moitié pour les étudiants de l'université voisine. Ceux qui le souhaitent peuvent préparer le HSK, le test de compétences en mandarin - l'équivalent du TOEFL aux Etats-Unis. A côté de l'enseignement de la langue, les instituts proposent des activités visant à mieux faire connaître la culture chinoise. Cours de calligraphie, de peinture et de kung-fu, initiation à la cuisine chinoise, expositions, conférences... Hors de question, en revanche, d'aborder les sujets qui fâchent : le Tibet, Tiananmen, le traitement de la minorité ouïgoure, les relations avec Taïwan et l'immense mouvement de protestation de Hong Kong restent autant de sujets tabous.

Certains centres ont ajouté un volet économique. Comme l'Institut Confucius des Pays de la Loire (ICPLA), créé avec l'université de Ludong, qui propose des services aux entreprises : formations créées avec la CCI régionale, accompagnement des sociétés en quête de débouchés en Chine. « *Pour avoir des activités autres que culturelles, nous avons dû obtenir l'accord du Hanban* », précise son président, Benoît Pilet. Selon lui, c'est ce qui a valu à l'ICPLA d'être distingué fin 2018 « meilleur Institut Confucius du monde ». Cela suppose d'accepter les règles fixées par Pékin : « *Lors du World Electronics Forum à Angers, l'institut Confucius a traduit en mandarin toutes les plaquettes. Il a retiré certaines mentions pour ne pas froisser les Chinois présents.* » Selon l'adjoint au maire d'Angers, pouvoir se revendiquer d'un « institut Confucius » est un sésame en Chine. « *Cela signifie que vous êtes reconnu par le Hanban et donc par le pouvoir central. C'est un vecteur de confiance* », explique-t-il. « *Sur mon projet de campus de la gastronomie à Yantai, cela m'a fait gagner des années. Si je m'étais présenté comme simple élu d'Angers, cela les aurait fait sourire.* »

Financements chinois

Tous les instituts Confucius reposent sur un même montage : une convention en apparence symétrique entre un partenaire local français - une université ou une ville la plupart du temps - et une université de l'empire du Milieu. La direction est, elle aussi, bicéphale et partagée entre les deux pays. Côté chinois, tout est centralisé entre les mains du Hanban. Il valide chaque projet, désigne le directeur chinois ainsi que les professeurs et assistants qui y enseignent. « *En général, un directeur reste en poste de deux à quatre ans* », précise Jing Cheng, qui doit repartir en septembre à Wuhan, où elle a laissé mari et fille. « *Malheureusement, tous ne connaissent pas la langue du pays, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement* », entend-on dans certains instituts.

Pékin souhaite d'ailleurs faire monter la qualité du réseau en renforçant les établissements les meilleurs et en fermant les autres... Son investissement dans le programme est, il est vrai, important : en mars 2018, Yang Jin, ministre conseiller pour l'Education, l'avait chiffré à 255 millions d'euros par an pour l'ensemble du réseau Confucius dans une interview au « Point ». A Pau, par exemple, le partenaire chinois devrait couvrir 50 % du budget de fonctionnement annuel du nouvel institut prévu autour de 163.000 euros. En général, le Hanban paie le voyage en France des enseignants, leurs salaires et leur logement sur place. Il fournit des manuels et finance des bourses et séjours en Chine : quinze jours dans la ville de l'université partenaire, avec cours de chinois le matin, visites culturelles l'après-midi. Les participants ne paient que le billet d'avion et le visa. L'idée étant que, de retour chez eux, ils deviendront des ambassadeurs du pays...

Pour les universités françaises, en mal de fonds mais de plus en plus nombreuses à vouloir proposer des cours de mandarin, ces financements extérieurs sont souvent bienvenus. La demande pour créer des instituts Confucius est d'ailleurs soutenue. La deuxième puissance économique mondiale fait aussi émerger un nouveau modèle : les instituts Confucius orientés « business ». En mai dernier, l'ESCP Europe et la Beijing Foreign Studies University ont ainsi inauguré à Paris le douzième établissement de ce type. « *Ce partenariat nous offre la possibilité de mieux faire comprendre la Chine d'aujourd'hui à nos élèves, qui seront de futurs leaders* », indique le directeur général adjoint du groupe ESCP Europe, Léon Laulusa. Cours de langues, mais aussi conférences sur la culture des affaires ou l'innovation en Chine et voyages d'étude seront au programme. Le Hanban et le BFSU financeront chacun un tiers des 450.000 dollars de budget prévus pour son fonctionnement annuel, l'école apportant le reste en nature (salles de classe, mise à disposition de personnel...). Avec les autorités chinoises, le cap a été défini dès la signature, fin 2017, de la convention entre l'ESCP Europe et le BFSU en présence du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian : déployer le dispositif Confucius sur les cinq autres campus de l'école en Europe.

Liberté académique restreinte

Pour autant, les critiques fusent. Surtout lorsque les centres n'ont pas choisi un statut associatif indépendant et sont hébergés au sein d'une université. « *L'université française repose sur le principe de la liberté académique. Or, celle-ci est très restreinte en Chine. De ce fait, il n'est pas question que les instituts Confucius puissent participer de près ou de loin à la délivrance des diplômes* », explique Gilles Guiheux. Pour le directeur de l'institut Confucius de Paris-Diderot entre 2011 et 2014, « *c'est une limite à ne pas franchir* ». A Strasbourg, l'institut Confucius n'a pas intégré l'université. Directeur du département d'études chinoises, Thomas Boutonnet explique : « *Ces instituts ont pour vocation de propager une image expurgée de tous les sujets sensibles et, donc, non objective du territoire chinois. S'ils prennent assise dans les études et la recherche universitaire, on peut redouter que cela aboutisse à la production d'une littérature peu critique sur la Chine.* »

En 2013, la volonté du directeur chinois, nouvellement nommé par Pékin, d'intégrer davantage l'institut Confucius au sein de l'université de Lyon avait conduit ses représentants français à demander la fermeture du centre. « *Cette ingérence d'une structure émanant de l'Etat chinois dans l'université nous est apparue comme inappropriée car susceptible de remettre en cause notre liberté scientifique* », avaient expliqué dans un communiqué Grégory Lee, alors président du conseil d'administration de l'Institut, et Florent Villard, son directeur français.

La France n'est pas le seul pays où les tensions sont palpables. Aux Etats-Unis, plusieurs universités (celles de Chicago et de Pennsylvanie par exemple) ont décidé de fermer les centres qu'elles hébergeaient. Si, côté chinois, on met ces crispations sur le compte de la guerre commerciale sino-américaine, le phénomène est plus profond. En Suède et au Canada aussi, des universités ont coupé les ponts. La crise actuelle avec Hong Kong aura-t-elle une incidence sur le réseau Confucius ? Rares sont ceux qui le pensent, même si les tensions à Hong Kong semblent là pour durer.